



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 4 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : Bank Indonesia maintient son taux directeur à 4,75 %, alors que la roupie atteint son plus bas niveau face au dollar
- ❖ Thaïlande : Le secteur des circuits imprimés attire de nouveaux investissements, dont Unitech (Taïwan) et ZDT (Chine)
- ❖ Malaisie : Réforme des permis de travail pour expatriés dès juin 2026, première depuis 2016, visant à limiter la main-d'œuvre étrangère tout en maintenant l'attractivité

LE CHIFFRE À RETENIR

45 %

Des immatriculations neuves en 2025 à Singapour sont des véhicules électriques

Région

Croissance résiliente attendue en 2026 en Asie du Sud-Est, portée par l'IA malgré les risques commerciaux

Selon les projections publiées le 21 janvier 2026 par l'ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO), la région ASEAN+3 – regroupant les 10 pays de l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée du Sud – devrait enregistrer une croissance de 4,0 % en 2026, après 4,3 % estimés pour 2025. Cette décélération s'explique principalement par les incertitudes liées aux tarifs douaniers américains et au risque de modération de la demande technologique mondiale, bien que des révisions à la hausse de 0,2 point pour 2025 et 2026 traduisent une résilience supérieure aux attentes. Le rapport World Economic Outlook de janvier 2026 du FMI confirme cette solidité relative, avec une croissance projetée de 4,2 % pour l'ASEAN-5 en 2026, en hausse de 0,1 point par rapport aux prévisions d'octobre 2025, dans le sillage de l'Asie émergente attendue à 5,0 %. Cette dynamique est principalement portée par des investissements massifs dans les

nouvelles technologies et l'intelligence artificielle, en particulier dans les semi-conducteurs, qui soutiennent l'activité industrielle et les exportations. Des disparités subsistent entre pays, avec des révisions à la hausse pour la Malaisie à 4,3 % (+0,3 point) et l'Indonésie à 5,1 % (+0,2 point), et une révision à la baisse pour les Philippines à 5,6 % (-0,1 point). Les institutions internationales soulignent toutefois des vulnérabilités persistantes, liées à la dépendance au cycle de l'IA et à l'exposition aux droits de douane américains, ainsi qu'à une possible volatilité accrue des marchés financiers et à une hausse des prix des matières premières, susceptibles de peser sur la stabilité macroéconomique régionale.

Nouvel accord sur l'électricité entre le Laos, la Thaïlande et la Malaisie pour renforcer l'intégration énergétique régionale

Le 14 janvier 2026, le Laos, la Thaïlande et la Malaisie ont officialisé un accord de transmission transfrontalière d'électricité dans le cadre du Laos-Thailand-Malaysia-Singapore Power Integration Project (LTMS-PIP), marquant une avancée concrète vers la réalisation du ASEAN Power Grid. Cet accord, signé à Bangkok au siège de l'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT), prévoit l'exportation de 100 MW d'électricité produite au Laos vers Singapour, via les réseaux existants de la Thaïlande et de la Malaisie, pour une durée initiale de deux ans. Ce projet, qui s'appuie sur des infrastructures existantes, vise à optimiser les ressources régionales, réduire les coûts d'investissement et limiter l'impact environnemental, tout en renforçant la sécurité énergétique et la résilience des systèmes électriques. Pour le Laos, cet accord consolide son rôle d'exportateur clé d'électricité en Asie du Sud-Est, après des partenariats similaires avec la Thaïlande, le Vietnam, le Cambodge et la Chine.

L'ASEAN adopte des directives pour accélérer les réparations des câbles sous-marins et renforcer la résilience numérique régionale

Les pays de l'ASEAN ont adopté, lors de la sixième réunion des ministres du numérique le 16 janvier 2026, les Enhanced ASEAN Guidelines for Strengthening Resilience and Repair of Submarine Cables, un cadre mené par Singapour visant à standardiser et accélérer la maintenance des câbles sous-marins. Ces nouvelles directives, qui actualisent celles de 2019, fixent un délai maximal de 10 jours pour le traitement des réparations, contre des durées variables auparavant, et harmonisent les protocoles régionaux. Elles introduisent également des mesures de protection renforcées, comme le balisage des zones de câbles et des indicateurs en temps réel pour les navires. Le processus de réparation est simplifié, avec un guichet unique pour les entreprises, remplaçant les démarches multiples auprès des gouvernements. Bien que les dommages aux câbles restent inévitables dans des eaux très fréquentées, ces directives visent à minimiser les temps d'indisponibilité, renforçant ainsi la résilience et la compétitivité économique de la région.

Indonésie

La roupie indonésienne toujours sous pression

Bank Indonesia a décidé de maintenir son taux directeur à 4,75 %, une décision motivée par sa volonté de stabiliser la roupie, alors que celle-ci continue de se déprécier face au dollar, ainsi que de s'assurer du respect de la cible d'inflation qu'elle se fixe pour 2025 ($2,5\% \pm 1\%$) et alors que l'indice des prix à la consommation avait augmenté en fin d'année 2025, s'établissant à 2,92 % en décembre dernier. Malgré les interventions de la banque centrale sur le marché des changes, la roupie a atteint son niveau le plus bas face au dollar le 20 janvier, à 16 985 IDR pour 1 USD, et clôturant à 16 956 IDR pour 1 USD en fin de journée. Les rumeurs selon lesquels Thomas Djiwandono, actuel vice-ministre des finances et neveu du Président Prabowo Subianto, pourrait être nommé vice-gouverneur de Bank Indonesia suite à la démission du vice-gouverneur Juda Agung ont en effet généré une certaine inquiétude chez les investisseurs, qui craignent une remise en question de l'indépendance de la banque centrale indonésienne.

Malaisie

Le PIB prévisionnel s'établit à 4,9% pour 2025, au-dessus du consensus

L'économie malaisienne a enregistré une performance supérieure aux attentes au quatrième trimestre 2025, tout en demeurant exposée à des risques externes notables à l'horizon 2026. Selon le Département des Statistiques malaisien (DOSM), le PIB a progressé de 5,7 % en g.a. au 4ème trimestre 2025. Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance prévisionnelle est estimée à 4,9 %, au-dessus de la fourchette initiale prévue par le gouvernement (4,0 – 4,8 %). Cette dynamique repose principalement sur la vigueur de la demande intérieure, portée par la consommation des ménages, le rebond du tourisme et l'organisation de conférences internationales. Du côté de l'offre, le secteur des services (59,5 % du PIB), a progressé de 5,4 %, soutenu par le commerce de détail, la logistique et la restauration. Le secteur manufacturier (23,1 % du PIB) a crû de 6,0 %, grâce au secteurs électrique et électronique (E&E) et à l'agroalimentaire. La construction s'est distinguée avec une hausse de 11,9 %, tirée par les bâtiments non résidentiels. Pour 2026, la banque UOB anticipe un ralentissement de la croissance à 4,5 %, sous l'impact potentiel du durcissement de la politique commerciale américaine, en particulier dans le secteur électrique et électronique (E&E). Une contribution positive est cependant attendue suite aux effets des mesures de soutien aux ménages prévues dans le budget 2025 (4,7 Md USD au titre de la deuxième phase de la politique de revalorisation salariale des fonctionnaires) et à la campagne « Visit Malaysia Year 2026 ».

Réforme du régime des permis de travail pour les expatriés à compter de juin 2026

À compter du 1er juin 2026, les autorités malaises mettront en œuvre une réforme du régime des permis de travail pour les expatriés, caractérisée notamment par un doublement des seuils salariaux applicables pour toutes les catégories de permis. Il s'agit de la première révision substantielle depuis 2016. Les nouvelles dispositions s'appliqueront à l'ensemble des demandes initiales et des renouvellements déposés à compter de cette date. Le dispositif prévoit également l'extension de la durée de validité des permis, pouvant atteindre dix ans pour la catégorie la plus élevée, ainsi que l'élargissement du droit au regroupement familial à l'ensemble des catégories d'expatriés. Le nouveau cadre reposera sur une structuration en trois niveaux, assortis de conditions et de durées différencier. Placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, cette réforme poursuit un double objectif : réduire la dépendance à la main-d'œuvre étrangère tout en préservant l'attractivité de la Malaisie pour les talents hautement qualifiés et les investisseurs. Elle s'inscrit dans les orientations du 13e Plan malaisien qui privilie le développement du capital humain national, le recrutement de talents locaux et la mise en place, par les entreprises, de dispositifs de transfert de compétences et de plans de succession.

Les échanges commerciaux dépassent 750 Md USD en 2025

En décembre 2025, les exportations malaises ont progressé de 10,4 % en g.a. pour atteindre 37,3 Md USD, portant pour la première fois le volume annuel total des échanges commerciaux du pays à 756 Md USD. Cette dynamique a été soutenue par la vigueur des réexportations et par le secteur E&E. Le solde commercial a enregistré un excédent en décembre pour le 68^e mois consécutif depuis mai 2020, pour s'établir à 4,7 Md USD, en hausse de 9,2 % sur un an. Sur l'ensemble de l'année 2025, les exportations ont progressé de 6,5 % en g.a., tirées principalement par les réexportations (+35 %), tandis que les exportations domestiques ont augmenté plus modérément (+4,0 %). La demande américaine pour les produits E&E (qui représentent 43,9 % des exportations malaises) a constitué un moteur clé de cette performance annuelle. Selon le ministère de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI), les échanges avec l'ASEAN ont progressé de 4,8 %, portés par les produits E&E et les machines sur l'année 2025. Les importations en provenance de la région ont toutefois reculé de 2,6 %, en lien avec la baisse de la demande et des prix des produits pétroliers. Singapour, la Thaïlande et l'Indonésie sont les principaux partenaires commerciaux de la Malaisie au sein de l'ASEAN.

Singapour

Les véhicules électriques atteignent 45 % des immatriculations neuves en 2025, BYD en tête du marché

Le marché automobile singapourien a connu en 2025 une bascule historique en faveur de l'électrique, les véhicules électriques (EV) représentant pour la première fois la première catégorie de nouvelles immatriculations. Selon les données de la Land Transport Authority, 23 684 EV ont été enregistrés sur un total de 52 678 voitures particulières neuves, soit 45,0 % du marché, contre 33,6 % en 2024. Les immatriculations d'EV ont progressé de 63,9 % en un an, tandis que l'ensemble du marché s'est élargi de 22,4 %, après 43 022 enregistrements en 2024. Les hybrides essence-électrique se sont classés deuxièmes avec 20 435 unités (38,8 %), tandis que les véhicules à moteur thermique pur ont reculé à 7 632 unités (14,5 %), et seuls trois diesels ont été immatriculés. Les hybrides rechargeables ont atteint un record de 918 unités (1,7 %). BYD a pris la première place avec 11 184 immatriculations (21,2 % de part de marché), en hausse de plus de 80 %, devant Toyota (7 466, 14,2 %), BMW (5 091) et Mercedes-Benz, tandis que Tesla a progressé de 45,8 % à 3 476 unités.

Singapour injecte 3,9 Md USD pour dynamiser son marché boursier local

Singapour a lancé la première phase de son programme de soutien aux actions locales, l'Equity Market Development Programme (EQDP), en allouant 1,1 Md USD (sur un total de 3,9 Md USD prévus) à des gestionnaires d'actifs sélectionnés, dont JPMorgan Asset Management, Avanda Investment Management (soutenue par Temasek) et Fullerton Fund Management. Ce plan, piloté par la Monetary Authority Of Singapore (MAS), vise à revitaliser un marché boursier de 1 000 Md USD marqué par une liquidité faible et un nombre de délistages supérieur aux introductions en Bourse ces dernières années. L'indice de référence (Straits Times Index) a enregistré une hausse de 23 % en 2025, sa meilleure performance annuelle depuis 2009, tandis que les levées de fonds en IPO ont atteint leur plus haut niveau en six ans. Les fonds bénéficiaires de l'EQDP ciblent notamment les petites et moyennes capitalisations, sous-performantes par rapport aux grandes entreprises, avec des objectifs de rendement absolu allant jusqu'à 15 % sur cinq ans pour Avanda. Malgré ces signes de reprise, la liquidité quotidienne de la Singapore Exchange (SGX), estimée à 1,5 Md USD, reste inférieure à celle d'autres places asiatiques comme Hong Kong (32 Md USD) ou l'Inde (14 Md USD). Les autorités misent sur des réformes structurelles pour améliorer l'accessibilité et attirer davantage d'investisseurs.

Nouveau cadre de gouvernance pour encadrer les risques des agents autonomes d'IA

Singapour a dévoilé, le 22 janvier 2026 lors du Forum économique mondial de Davos, un « Model AI Governance Framework for Agentic AI », élaboré par l'Infocomm Media Development Authority (IMDA). Ce cadre vise à encadrer le déploiement des agents autonomes d'IA, capables de raisonnement indépendant, de prise de décision et d'exécution de tâches complexes avec une supervision humaine limitée. Contrairement aux IA génératives traditionnelles, ces agents agissent de manière proactive, ce qui soulève des enjeux de sécurité, notamment en cas d'accès à des données sensibles (bases clients, registres financiers). Le cadre, construit à partir de consultations publiques et privées, s'articule autour de quatre axes : évaluation préalable des risques, responsabilité humaine, contrôles techniques, et implication des utilisateurs finaux. Il s'inscrit dans la stratégie de Singapour pour renforcer son économie numérique tout en maintenant la confiance, alors que les entreprises locales manifestent un intérêt croissant pour ces technologies.

Les prix de l'immobilier ralentissent en 2025 tandis que les loyers reculent en fin d'année

En 2025, les prix de l'immobilier résidentiel à Singapour ont progressé de 3,3 %, un rythme légèrement inférieur aux estimations de 3,4 %, selon les données définitives publiées par l'Urban Redevelopment Authority (URA) le 23 janvier 2026. Les loyers du secteur privé ont reculé de 0,5 % au quatrième trimestre, une première baisse en plus d'un an, bien qu'ils aient enregistré une augmentation annuelle de 1,9 %. Cette dynamique s'explique par un contexte de baisse des taux d'intérêt, qui a soutenu la demande, ainsi que par l'attrait des nouveaux projets pour les résidents locaux et étrangers fortunés.

Vietnam

Recettes budgétaires record en 2025

L'UOB vient de relever ses prévisions de croissance du PIB du Vietnam pour 2025 à 7 %, contre 6,6 % précédemment prévu en raison de la croissance de 7,09 % dépassant les attentes que le pays a enregistrée en 2024. Selon l'UOB, la croissance économique du pays sera stimulée par le secteur de la production, la consommation et le tourisme, malgré les risques liés aux tensions commerciales sous la présidence de Donald Trump. L'UOB estime que l'objectif de 8 % fixé par le gouvernement pour cette année semble ambitieux mais pas inatteignable. Pour rappel, d'autres banques comme la Banque Asiatique de développement et la Banque mondiale ont également revu à la hausse leurs prévisions pour 2025.

Le Vietnam souhaite mobiliser 5,5 Md USD de prêts étrangers pour ses projets en 2026

Une réunion du Comité de pilotage sur l'Aide publique au développement s'est tenue le 16 janvier. Le vice-ministre des Finances, M. Tran Quoc Phuong, y a donné plusieurs statistiques relatives à l'utilisation des prêts. Selon lui, 10 nouveaux projets auraient été signés en 2025, pour un montant total de 624 M USD, stable par rapport à 2024. Néanmoins, seulement 35,3 % de ces fonds ont été déboursés sur l'année écoulée, un chiffre inférieur à 2024. Le vice-ministre a attribué ces retards au manque de préparation de certains projets (libération des terrains, relocalisation des populations), aux délais liés aux procédures administratives ainsi qu'à celles des bailleurs de fonds et à des facteurs externes (événements météorologiques extrêmes, pénurie de matériaux de construction). Un plan d'orientation pour la mobilisation, la gestion et l'utilisation de l'APD pour la période 2026-30 doit prochainement être soumis au Premier ministre. Le décret de 2025 sur l'utilisation de l'APD doit également être amendé de nouveau dans les prochains mois. A l'occasion de cet évènement, il a été révélé que le Vietnam souhaitait mobiliser 38 Mds USD d'APD entre 2026 et 2030. Par ailleurs, le pays souhaite également mobiliser 5,5 Mds USD de prêts étrangers rien qu'en 2026. Pour rappel, le Vietnam est en phase d'accélération de ses projets d'infrastructures. En 2025, 3 vagues de projets d'infrastructures (570 projets, env. 200 Mds USD) ont été lancées ou inaugurées lors de célébrations patriotiques. Pour la dernière vague de projets, 234 projets répartis dans 34 provinces ont été lancés le 19 décembre, pour un montant total estimé à 129,1 Mds USD dont seulement 18 % (environ 23,8 Mds USD) proviennent du budget de l'État, tandis que les 82 % restants sont mobilisés auprès du secteur privé et de sources de financement non étatiques. Il s'agit d'un modèle que le Vietnam souhaite étendre, en utilisant les financements publics pour attirer des porteurs de projets privés.

Thaïlande

La banque centrale assouplit ses exigences de rapatriement des revenus réalisés à l'étranger pour contrer l'appréciation du baht

La Bank of Thailand (BoT) a assoupli ses exigences de rapatriement des revenus des entreprises et particuliers thaïlandais réalisés à l'étranger afin de contenir les pressions haussières sur le baht, qui s'est déjà apprécié de +1,2 % face au dollar américain en 2026, après +9,0 % en 2025. Le seuil de revenu exempté de rapatriement a ainsi été relevé à 10 M USD par transaction, contre 1 M USD précédemment, la BoT ayant indiqué que les transactions inférieures à 10 M USD représentaient 92 % de la valeur totale des exportations thaïlandaises. Le gouverneur de la BoT a également annoncé que les transactions numériques d'or, dont la Thaïlande est exportateur net, seront limitées à partir du 29 janvier 2026, envisageant un seuil entre 1,6 et 3,2 M USD (50 et 100 M THB) par personne et jour.

Secteur électronique : la Thaïlande attire de nouveaux investissements sur le segment des circuits imprimés

Unitech Manufacturing, filiale thaïlandaise du fabricant électronique taiwanais Unitech, a fait l'acquisition de 9 hectares au sein du parc industriel d'An Thong développé par la thaïlandais Singha Estate le 16 janvier 2026. Cette acquisition est destinée à la première usine du groupe Unitech en Thaïlande dédiée à la production de circuit imprimé (PCB) à haute densité d'interconnexion (HDI). Les PCB HDI sont plus petites légères et rapides que les PCB standards, nécessitant des matériaux de précision et un perçage laser pour leur fabrication. Par ailleurs, le projet d'extension de l'usine PCB de Peng Shen technology, une co-entreprise thaïlandaise où participe le chinois ZDT, 1er producteur mondial de PCB a été approuvé par le Board of Investment (BOI) thaïlandais. Au total, les investissements du groupe en Thaïlande (comprenant le premier projet finalisé en 2025) atteindraient 2 Md USD (65 Md THB) et généreraient 5 600 emplois. L'extension de l'usine servirait à une production de PCB multicouches, PCB flexibles, PCB de type substrat et let de PCB (HDI).

A Davos le ministre des Finances Ekniti mise sur la neutralité géopolitique

A l'occasion du forum économique mondial (WEF) 2026, le ministre des Finances Ekniti a encouragé les investissements manufacturiers en Thaïlande, en mettant l'accent sur la « neutralité géopolitique » du pays comme atout, en tant que base manufacturière pour l'export vers la Chine, les Etats-Unis et l'Europe. Les projets d'investissement soumis au Board of Investment thaïlandais auraient ainsi progressé de +90 % en 2025. Le Ministre a souligné les opportunités d'investissement dans quatre secteurs clefs : l'électronique, avec en particulier le segment des circuits imprimés (PCB), l'agro-tech, les véhicules électriques (VE) et les services de santé et de bien-être (wellness). Il a néanmoins reconnu la nécessité d'accélérer le verdissement de la production énergétique, notamment face à la mise en œuvre du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) européen, de renforcer la montée en compétence de la main d'œuvre et la formation continue, de simplifier le cadre réglementaire et d'accélérer la négociation des accords de libre-échange, notamment avec l'Union européenne. Enfin, le Ministre a également mis en valeur le rôle international de la Thaïlande en 2026, avec la présidence de l'Accord-cadre sur l'économie numérique de l'ASEAN (DEFA) et l'accueil de la rencontre annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en octobre 2026.

Philippines

Découverte d'un nouveau gisement de gaz naturel au large de Palawan

Le président Marcos Jr. a annoncé ce lundi 20 janvier la découverte d'un nouveau gisement de gaz naturel sur le site de Malampaya East, situé à environ cinq kilomètres à l'est du champ historique de Malampaya, au large de Palawan. Les réserves sont estimées à environ 2,8 milliards de mètres cubes de gaz, correspondant à une équivalence énergétique d'environ 15 Md kWh d'électricité et permettant d'alimenter, pendant un an, environ 5,7 millions de ménages philippins, 9 500 bâtiments ou 200 000 écoles. Cette découverte, la première depuis plus de dix ans, a été réalisée par le consortium SC 38 mené par Prime Energy, en partenariat avec UC38, PNOC Exploration Corporation et Prime Oil and Gas Inc, et constitue la première opération gazière intégralement dirigée par des entreprises philippines. Elle intervient dans un contexte de déclin du champ actuel de Malampaya, dont l'épuisement est attendu d'ici 2027. A noter que le contrat de SC38 a été renouvelé en 2023 pour 15 ans supplémentaires afin de permettre la poursuite des activités d'exploration sur des prospects voisins.

Les Philippines lèvent 2,75 Md USD sur les marchés obligataires internationaux

Le gouvernement philippin a levé 2,75 Md USD sur les marchés internationaux, marquant son premier retour depuis un an et dépassant l'objectif initial de 1,5 Md USD. Cette émission en dollars, la plus importante réalisée par le pays depuis plus de trois ans, a été structurée en trois tranches : 500 M USD à 5,5 ans (coupon 4,25 %), 1,5 Md USD à 10 ans (coupon 5 %) et 750 M USD à 25 ans (coupon 5,75 %). A noter que les obligations ont toutes été émises au-dessus des taux de bons du Trésor américain mais légèrement en dessous des spreads cibles. Ces obligations ont reçu les notations « Baa2 » par Moody's, « BBB+ » par S&P et « BBB » par Fitch.

Les transferts de fond, en progression, atteignent 35,7 Md USD en cumulé sur janvier-novembre 2025

Sur les 11 premiers mois de 2025, les envois de fonds des Philippines résidant à l'étranger ont atteint 35,7 Md USD, en hausse de 3,2 % par rapport aux 34,6 Md USD sur la même période en 2024, selon la Banque Centrale des Philippines. Les transferts provenant des marins Philippins, qui représentent près de 500 000 professionnels déployés dans le secteur maritime international, ont totalisé 6,45 Md USD (soit 18% des transferts). Les États-Unis restent la principale source de transferts (40 % du total), suivis de Singapour (7,1 %) et de l'Arabie saoudite (6,4 %).

Cambodge

Plus de 500 M USD d'obligations souveraines prévues pour 2026

Le ministère de l'Économie et des Finances prévoit d'émettre en 2026 des obligations souveraines pour un montant de 2 114 Md KHR (environ 524 M USD), via des adjudications organisées sur la plateforme de la Banque nationale du Cambodge. Cette enveloppe est plus de quatre fois supérieure à celle de 2025 (environ 120 M USD). L'opération vise à approfondir le marché financier local et à diversifier les sources de financement public, afin de réduire la dépendance aux financements extérieurs. Elle s'inscrit dans la stratégie de gestion de la dette publique 2024-2028, qui plafonne les émissions à 1 Md USD sur cinq ans. Les autorités privilégient le financement de projets à rendement économique ou financier avéré, notamment dans les infrastructures et le capital humain, dans un contexte de dette publique jugée soutenable (encours total de 13,4 Md USD fin 2025, soit 26,6 % du PIB). Ce renforcement du recours au financement intérieur accompagne la diversification des financements publics à l'approche de la perte des avantages liés au statut de PMA du Cambodge en mai 2029 (le Royaume ayant été gradué en mai 2024).

Diversification en cours, mais textile toujours dominant

Le dynamique des exportations du Cambodge s'est poursuivi en 2025, avec une diversification progressive des produits exportés. Les exportations totales ont atteint plus de 30 Md USD l'an dernier, en hausse de près de 15 %. Les produits textiles, au sens large, sont toujours le premier poste d'exportation du pays avec 16 Md USD, soit 53 % du total. Cela représente une croissance de 16 %, après celle de 24 % en 2024, malgré les droits de douane supplémentaire américains (19 %). Les autres filières ont également affiché de solides performances. Les exportations de caoutchouc et articles en caoutchouc ont augmenté de 40 % pour atteindre 2 Md USD (pneus pour l'essentiel). Les exportations de sièges, meubles et appareils d'éclairage ont progressé de 34 % à 1,6 Md USD. Les bicyclettes et pièces automobiles ont rebondi de 53 % à 780 M USD, tandis que les jouets, jeux et articles de sports ont plus que doublé à 732 M USD (+116 %). A l'inverse, les exportations de riz, fruits, légumes et noix ont baissé de 6 % à 3,4 Md USD. Les équipements électriques et électronique ont baissé de 24 % à 1,4 Md USD, après une chute de 40 % en 2024. La baisse de cette filière s'explique largement par la fermeture de la frontière avec la Thaïlande. Dans l'ensemble, ces évolutions confirment une diversification des exportations qui se fait progressivement, dans un contexte de forte dépendance au secteur textile.

Le Cambodge encore loin de l'autonomie en engrais

Une usine d'engrais naturels d'une capacité annuelle d'environ 36 500 t est en construction dans la province de Kampong Speu. Financée par Mong Reththy Group, l'un des plus grands conglomérats cambodgiens du secteur agricole, cette usine serait mise en service en juillet prochain. Elle contribuera à l'objectif du gouvernement de réduire la dépendance aux engrais importés, en fournissant des produits de qualité à prix abordable. A ce jour, la production locale d'engrais ne s'élève qu'à environ 50 000 t par an, alors que le gouvernement vise à produire localement au moins 30 % des besoins nationaux. Selon la douane cambodgienne, le pays a importé environ 1 Mt d'engrais en 2025 (+4 %) pour une valeur de près de 420 M USD (+7 %). Les principaux fournisseurs comprennent le Vietnam (213,7 M USD, +8 %), la Chine (81,4 M USD, +59 %), la Thaïlande (55,9 M USD, -42 %), Brunei (22,3 M USD, +12 %) et l'UE (11,2 M USD, +85 %). Dans l'attente d'une offre locale de qualité suffisante, le Cambodge devra également renforcer le contrôle de la qualité des engrais importés ainsi que la formation à leur utilisation, afin de garantir la sécurité des produits agricoles, des terres et des agriculteurs.

Laos

Le Laos dépasse ses objectifs fiscaux en 2025 et renforce son administration douanière pour 2026

En 2025, le secteur fiscal du Laos a collecté 22,85 milliards de LAK (1,06 M USD), dépassant de 23,5 % l'objectif annuel fixé à 18,5 milliards de LAK, selon le ministère des Finances. Cette performance, annoncée lors d'une réunion d'évaluation le 15 janvier, s'explique par un renforcement du contrôle, une meilleure coordination entre les services douaniers et des efforts accrus en matière d'administration fiscale. Pour 2026, les autorités visent une collecte de 25,72 milliards de LAK (1,19 M USD), un objectif ambitieux fondé sur une révision du cadre juridique pour l'adapter aux réalités économiques et sociales actuelles.

Objectif de croissance à 6 % en 2026

Le gouvernement laotien a fixé un objectif de croissance économique d'au moins 6 % pour 2026, soutenu par des réformes fiscales, des projets d'infrastructures majeurs et la préparation des élections nationales prévues le 22 février, avec pour objectif d'atteindre 20 % du PIB en revenus étatiques. Après une inflation record de 31,2 % en 2023, le pays a enregistré un ralentissement à 23,1 % en 2024 et 7,7 % en 2025, grâce à des politiques de stabilisation monétaire et de soutien au kip laotien. Sur le plan des infrastructures, le Laos prévoit la réalisation de la phase I du chemin de fer Laos-Vietnam (147 km reliant Thakhek à la frontière vietnamienne). Un deuxième pont ferroviaire sur le Mékong, reliant Vientiane à Nong Khai (Thaïlande), est également prévu. Le secteur énergétique, pilier de la stratégie de croissance, se développe avec des investissements dans les énergies renouvelables et les

exportations d'électricité vers les pays voisins. En décembre 2025, le Laos a inauguré sa plus grande centrale solaire (1 000 MW) dans la province d'Oudomxay. Ces initiatives s'inscrivent dans le 10^e Plan quinquennal de développement socio-économique (2026–2030), qui vise une croissance annuelle moyenne de 6 % et un PIB par habitant de 3 104 USD d'ici 2030, tout en préparant la sortie du statut de pays le moins avancé.

Birmanie

Neuvième réunion du Comité mixte commercial indo-birman

Les gouvernements indien et birman ont tenu le 21 janvier à Nay Pyi Taw la 9^e réunion du Comité mixte commercial, au cours de laquelle ils ont convenu de l'objectif de porter le commerce bilatéral à 5 Md USD à horizon 2030, contre 2,15 Md USD sur l'année budgétaire 2024. L'autorisation des investissements en roupie a été discutée, tout comme l'accélération de la révision de l'Accord de libre-échange ASEAN-Inde sur le commerce de biens. Les échanges ont également porté sur des secteurs de coopération comme les textiles, la connectivité, les PME, la santé et l'agriculture.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr